



GOVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

Concertation nationale sur l'énergie et le climat

CAHIER D'ACTEUR

N° 51



Contact :

Bénédicte Leclerc de Hauteclocque Coste
Nathalie Leurent

Stopeolienneshautsdefrance@gmail.com

Notre fédération a pour objet de défendre l'environnement dans le long terme en préservant paysages et patrimoine historique français, en luttant contre l'éolien intrusif et anarchique dans les Hauts de France.



GOVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité

Le point de vue de La Fédération Stop Eoliennes Hauts de France sur les documents de planification énergie climat soumis à la concertation

EN BREF

La PPE qui nous est présentée continue dans le même sens:

Alors que plus de 10000 éoliennes défigurent la France et notamment le nord et l'est de notre pays, elle prévoit d'augmenter de 50% ce nombre. Encore 5000 éoliennes même dans les Hauts de France déjà saturés et meurtris.

Peu importe on croit sauver la planète, alors on peut bien détruire les paysages français.

Peu importe que le coût de l'électricité continue à augmenter, mettant à mal notre compétitivité déjà si mauvaise.

Faut-il vraiment continuer à planter des mâts de béton avec la bénédiction de la loi ?

Faut-il vraiment couvrir des dizaines de milliers d'hectares de nos terres agricoles avec des panneaux solaires?

Faut-il vraiment laisser encore planer des doutes sur le nucléaire alors que notre puissance dans cette technologie, nos besoins de souveraineté en matière d'énergie, devrait concentrer tous nos moyens vers cette source d'énergie décarbonée et pilotable?

Plutôt que développer considérablement ces énergies intermittentes, si coûteuses pour les particuliers comme pour les entreprises?

Ne serait-il pas plus efficace de privilégier les économies d'énergie et de diversifier localement les modes de production d'énergies décarbonées?

LES POINTS CLES

I L'impact de ENR sur les paysages



II Le coût de l'électricité

Hypothèses de développement des différentes énergies

Les hypothèses des scénarios présentées par la DGEC dans les différentes diapositives et résumées en page 28 du document PPE3 (horizons 2025-2030 et 2030-2035) **sont en contradiction avec les fondamentaux du système énergétiques français actuel :**

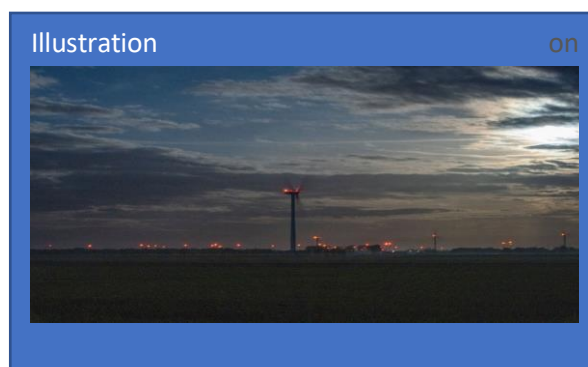
a) Accélération massive de la consommation électrique (+3,8% par an) en contradiction avec les constats de sobriété et de baisse continue (-0,7% par an) de la consommation électrique depuis 10 ans (entreprises/particuliers) ;

b) Accélération de la baisse de la consommation d'énergie fossile totalement décalée des évolutions des 30 dernières années (de -1,3%/an à -8,8%/an) ;

c) Développement exponentiel des énergies renouvelables variables et non commandables par multiplication par 4 en 12 ans de la production actuelle de l'éolien et du solaire ;

Ces trois hypothèses sont déconnectées des réalités économiques, énergétiques et financières de la France soucieuse de décarboner son économie depuis plus de 50 ans et bien avant tous les autres pays européens.

Aucune décision prise par les industriels français depuis 10 ans ne permet de valider de tels choix qui prendraient plus d'une à deux décennies pour se matérialiser s'ils étaient rationnels et si des décisions industrielles étaient prises. Bien au contraire General Electric vient de jeter l'éponge sur l'éolien offshore après avoir cru depuis trop longtemps aux sirènes politiques, celles qui envoient les entreprises se fracasser sur les écueils.



III Le rythme inhumain et destructeur de la transition énergétique

La doxa « transition énergétique » interdit d'étudier les impacts nocifs dans les domaines économiques, sociaux et environnementaux. Aucune évaluation sérieuse et objective n'a été réalisée

L'objectif de 200 TWh électriques renouvelables en 2030 et de 300 TWh en 2035 est irréaliste, exorbitant, inutile et destructeur. La production nucléaire réaugmente vivement et atteint 360 Twh en 2024, bien supérieure aux prévisions d'EDF et les 400 Twh peuvent être atteints en 2026. Pendant ce temps la consommation électrique est en berne car l'industrie sombre et en particulier le secteur automobile car le coût du passage forcené à l'électrique est trop élevé.

IV La surproduction des EnR et leur impact sur les prix

Analyse des résultats des scénarios de la Direction Générale de l'Energie et du Climat

L'évaluation de plusieurs scénarios a été **faite** par la fédération RETM en se basant sur l'historique des évolutions énergétiques de la consommation énergétique finale en France depuis 1990 (Statistiques de septembre 2024 SDES du Ministère de Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques) et la

synthèse des propositions de la DGEC dans la PPE3 (p28).

a) Scénario DGEC PPE3 (Hypothèses moyennes)

b) Scénario DGEC PPE3 avec des hypothèses moins ambitieuses sur la consommation électrique et la diminution des énergies fossiles (doubler le rythme de réduction au lieu de le multiplier par 5)

c) Scénario RETM prenant en compte :

- o Un développement territorial équilibré des **Energies** thermiques renouvelables (rythme similaire à celui de la PPE3) ;

- o Un doublement du rythme de réduction des consommations fossiles ;

- o Une réduction rapide (doublée) des consommations fossiles ;

- o L'abandon des installations d'hydrogène liquide par électrolyse (industriellement très complexe et pas rentable) ;

- o Une réduction progressive de l'éolien (pas de nouvelles installations et extinction progressive des équipements existants) ;

- o Une augmentation du solaire photovoltaïque uniquement sur grandes toitures en autoconsommation collective locale .

Résultats production énergie finale (TWh)

2023	2030	2035
DGEC PPE3 (hors hydrogène) 1496 TWh 1446 TWh 1395 TWh		
DGEC PPE3 (doublement rythme actuel réduction fossile) 1496 TWh 1651 TWh 1695 TWh		
RETM (voir ci-dessus, alinéa c) 1496 TWh 1583 TWh 1517 TWh		

Ces résultats démontrent les faits suivants :

1. En doublant le rythme de réduction des fossiles sur les 12 prochaines années, **les propositions d'investissement de la DGEC sont largement excédentaires, conduisent à des investissements inutiles et sont très éloignées des cibles « théoriques » de consommation finale** de la Commission Européenne 1243 TWh (2030) et 1100 TWh (2035) ;
2. En revanche le scénario **RETM propose de supprimer massivement les énergies les plus chères** pour les Français (éolien et solaire plein champ) ce qui **contribue de façon forte à la décarbonation directe, sans passer par l'électricité,**

des usages de la mobilité et de la chaleur (géothermie, PAC, biogaz, biocarburant, PV en grande toiture) ; la production finale disponible est peu réduite en 2035 par rapport à 2023 ;

3. En supprimant l'éolien et le solaire plein champ, **la France continue à être très excédentaire de façon élevée en électricité décarbonée (au moins 80 TWh) et dispose d'une grande marge de sécurité d'ici la mise en service du nouveau nucléaire entre 2035 et 2040.**
4. En éliminant dans le scénario DGEC de la PPE3 **tous les investissements les plus chers et inutiles, la France économisera plusieurs centaines de Md€ (équipements de production et réseaux, CSPE, TURPE...),** ce qui contribuera à maîtriser le coût de l'électricité et de l'énergie pour les particuliers et les entreprises.

De plus, ceci confirme les observations faites lors du webinaire DGEC du 14 novembre 2024, soulignant que **les hypothèses et les résultats des scénarios de la PPE3 ne sont pas conformes à ses objectifs.**

Conclusion

Il faut arrêter les projets éoliens (terrestre et maritime) et les champs solaires (agrivoltisme) Qui détruisent notre territoire et qui sont responsables des dérapages budgétaires
Il faut prendre les mesures nécessaires pour maîtriser le coût de l'électricité en revenant aux fondamentaux de la période 1980-2010.

Il faut modifier la cible utopique 2035 des voitures électriques

Il faut développer l'isolation des bâtiments publics pour que l'État et les collectivités donnent l'exemple.

Il faut faire en sorte que l'Europe acte la neutralité technologique

Et surtout se poser, en toutes circonstances, la question de l'intérêt supérieur de la France et pas de celui des lobbies ou de l'Allemagne.